

16 mars 2011 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la politique du gouvernement face à la crise économique et en faveur des entreprises, à Paris le 16 mars 2011.

Monsieur le Président,  
Monsieur le Président d'Oséo,  
Monsieur le Président de la CGPME,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,  
Et si vous me le permettez, mes chers Amis,

Mes premiers mots seront pour dire au peuple japonais bien sûr la solidarité du peuple français dans la tragédie à laquelle ils font face avec un sang-froid admirable et un sens élevé des responsabilités. Je veux d'ailleurs saluer le travail réalisé par les services du Quai d'Orsay pour informer nos ressortissants et les aider à prendre selon les cas les mesures qui s'imposent. Nous aurons l'occasion de reparler malheureusement de cette tragédie et des conséquences qu'il conviendra d'en tirer.

Je voudrais simplement dire devant vous que nous avons un triple devoir, un devoir de lucidité, la situation au Japon est extrêmement préoccupante, elle est très grave et les heures qui viennent sont des heures essentielles pour voir si nos amis japonais peuvent maîtriser la situation ou si malheureusement cette situation va en empirant. Un devoir de lucidité pour les pouvoirs publics dans le monde entier et naturellement en France.

Il y a un deuxième devoir qui est un devoir de vérité sur les conséquences qu'il nous faudra en tirer. Et pour faire face à ce devoir de vérité, la transparence sera le maître mot de l'action gouvernementale.

Et enfin il y a un troisième devoir qui n'est pas le moins important, qui est un devoir de sang-froid. Quand il y a une crise il faut avoir du sang froid. Notre pays a fait des choix sur les 40 ou 50 dernières années, des choix très importants à la fois pour la compétitivité de l'économie française et également pour le respect des engagements que nous avons pris sur le rejet de CO2 dans l'atmosphère. La situation de l'économie française, c'est un choix en faveur de l'énergie nucléaire, non pas de façon exclusive, mais de façon principale. Cela n'empêche pas des investissements considérables dans les énergies renouvelables, mais nous avons fait un choix et on ne remet pas en cause des choix aussi importants pour l'indépendance de notre pays uniquement parce qu'avec la multiplication des crises, il conviendrait de multiplier les pertes de sang-froid.

Des crises, nous en avons connues, une crise monétaire sans précédent, une crise économique sans précédent, une crise avec l'émancipation positive de nombreux peuples arabes et aujourd'hui une crise qui impacte la troisième économie du monde.

Je tenais à vous le dire parce que le monde tel qu'il va, demande, impose de la réactivité au pays, comme vous-même vous savez en faire preuve. Et tout ceci d'ailleurs ne fait que me renforcer dans la conviction que le seul chemin possible pour la France c'est celui des réformes pour améliorer notre compétitivité et pour faire que nous puissions rester ce que nous sommes dans un monde qui bouge à une vitesse stupéfiante .

J'ai voulu être parmi vous parce que lorsque j'étais ministre des Finances. Jean-Pierre DENIS

... et vous êtes parmi vous parce que lorsque j'étais ministre des Finances, vous n'avez pas s'en souvient certainement, nous avons créé ensemble Oséo. Aujourd'hui, l'essor de votre nouvelle communauté, « Oséo excellence », témoigne de cette réussite. Quand j'ai vu que vous vous appeliez « Oséo excellence » je me suis dit voilà des gens sympathiques, vous n'avez donc pas peur de l'excellence. Vous recherchez l'excellence c'est déjà une bonne nouvelle on ne peut pas n'être fasciné que par le nivellement, que par l'égalitarisme et ne vouloir mettre en valeur à longueur de temps que ce qui ne va pas, que ce qui échoue. Enfin je voudrais dire que si votre conviction est qu'il y a de la noblesse dans l'excellence et dans le succès, vous avez raison. Aujourd'hui, c'est votre action qui est mise à l'honneur.

Votre présence ici démontre que l'on peut réussir dans notre pays, que la réussite n'est pas un gros mot, que la réussite est positive, que la réussite est synonyme de droiture, d'honnêteté, de travail, d'engagement, qu'il n'y a pas que l'échec qui est noble est honnête. La réussite aussi. Vous êtes le témoignage que l'on peut créer et développer son entreprise en France, que l'on peut s'enrichir par le travail, que s'enrichir par le travail n'est pas interdit, que c'est même recommandé parce qu'il n'y a pas de redistribution sans création de richesse et que la création de richesse est fondamentale pour la redistribution et qu'il n'y a pas de richesse sans production, il n'y a pas de production sans travail. Que le travail n'est pas une aliénation, que le travail est une émancipation, on se libère par le travail, on s'aliène par le chômage, le travail, l'effort, le mérite sont absolument au cur des valeurs que doit développer, retrouver, encourager en France.

Je vois en vous les représentants d'un capitalisme à la française, ce n'est pas un gros mot, un capitalisme familial, un capitalisme réactif, un capitalisme source d'innovation et d'emplois. Au fond capitalisme, le vôtre, qui propose la seule véritable alternative à ce capitalisme financier dont nous avons vécu récemment les très douloureux errements.

Il faut bien que l'on comprenne, il n'y a pas de prospérité sans production, il n'y a pas de production sans économie de marché, il n'y a pas d'économie de marché sans un capitalisme familial, entrepreneurial et que le choix il est entre le capitalisme familial, entrepreneurial ou le capitalisme financier, j'ai fait ce choix. Je veux dire le premier.

En 2009, nous avons traversé et je veux saluer l'action de Christine LAGARDE, la crise la plus grave. Quand je pense que l'on a attendu si longtemps pour accepter qu'une femme soit ministre des Finances, permettez-moi de vous dire que la parité ce n'est pas une question de quantité. Et qu'avoir un gouvernement avec autant de femmes ministres que d'hommes ministres, si c'était pour confier tous les postes mineurs aux femmes et tous les postes majeurs aux hommes ce n'est pas la parité. Je suis très fier d'un gouvernement, dont pour la première fois une femme est ministre des Finances, une femme est ministre des Universités et avec quel talent, chère Valérie PECRESSE. Ce qui ne veut pas dire que l'action des hommes n'est pas digne d'Oséo Excellence. Je vois beaucoup de femmes dans la salle et je pense que cette vision d'une parité simplement quantitative ignorant le qualitatif n'a absolument aucun sens.

Et lorsque nous nous sommes trouvés confrontés à cette crise, nous avons dû prendre un certain nombre de décisions. Il y a d'abord eu le plan bancaire, qui a fait l'objet de polémiques étranges. A la minute où je vous parle, les banques françaises ont remboursé au gouvernement la quasi-totalité de l'argent que nous leur avons prêté. J'avais pris un engagement devant les Français, ce plan ne vous coûterait pas un centime, à vous contribuables. Ce plan a rapporté en intérêts 2,5 Mds d'euros. Nous avons sauvé nos banques et nous avons récupéré pour le trésor 2,5 Mds d'euros. Nous avons créé les médiateurs du crédit, je veux saluer l'action de René RICOL et Gérard RAMEIX, qui ont débloqué 3,2 Mds de prêts bancaires pour consolider 13 000 entreprises. Je veux dire mon incompréhension et mon désaccord total. Quand cela marche bien les guichets se multiplient pour prêter à n'importe qui n'importe quoi sans limitation. Je me souviens de la plaisanterie de l'époque où on levait des fonds, vous vous souvenez de cette époque où vous trouviez des entrepreneurs qui n'avaient pas de client, pas de produit, mais qui levaient des fonds et le plus étrange c'est qu'ils trouvaient des banquiers. Je ne veux pas que l'on passe d'une période où l'on prête n'importe comment à une période où l'on ne prête à plus personnes, selon le bon principe qu'il vaut mieux prêter à celui qui n'en a pas besoin. Et les médiateurs du crédit ont pointé des situations extravagantes ou pour 30 000 on était obligé

d'intervenir pour débloquer une situation. Quand il y a eu la bulle immobilière, puisque tous les dix ans grosso modo on a une bulle immobilière et qu'il s'agit d'acheter un terrain à n'importe quel prix, on ne demande pas l'avis du gouvernement pour débloquer un achat qui visiblement n'est que spéculatif. Que nous sachions en tirer des conclusions.

Nous avons renforcé les moyens d'OSEO, OSEO a soutenu 15 000 entreprises en 2009 et 2010 et nous enregistrons les premiers résultats de notre politique. L'économie a retrouvé la voix de la croissance. Certes, le chômage baisse encore trop lentement, mais l'économie française a créé 124.600 en 2010 et le rythme des créations d'emplois s'est accéléré au dernier trimestre. Et les entrepreneurs semblent avoir retrouvé l'optimisme, puisqu'ils prévoient cette année d'augmenter leurs investissements de 14% en moyenne.

Alors qu'elle est la stratégie économique qui est la nôtre. Nous avons une obsession, renforcer votre compétitivité et augmenter votre capacité d'export.

La compétitivité c'est crucial, c'est urgent, c'est vital. Mais franchement il faut que l'on se dise les choses et c'est un miracle que l'économie française ait pu résister à toutes ces années où il a été procédé à des choix qui étaient l'inverse de ce qu'il convenait de faire. Je ne vais pas faire un discours politique ce n'est pas une question de gauche, de droite, d'opposition, de majorité. Mais quand on impose à la 5ème économie du monde cette affaire des 35 heures au mépris de ce qui se passe dans le monde entier qui fait le contraire et où l'on explique aux Français qu'en travaillant moins ça ira mieux, alors que le monde travaille plus, il ne faut pas s'étonner du décrochage immédiat de compétitivité notamment avec nos voisins allemands. Ce n'est pas une question d'idéologie, c'est simplement une question de bon sens. On peut avoir l'aspiration de travailler moins, moi je pense que la véritable aspiration ce n'est pas de travailler moins alors que la durée de vie s'allonge, c'est de travailler mieux, c'est d'être mieux considéré, c'est d'être plus heureux au travail, c'est d'avoir sa formation qui augmente, sa rémunération qui augmente. Mais si l'ambition que l'on a au début de la vie c'est vraiment de travailler le moins possible, franchement cela ne peut pas très bien se terminer. J'aime les vacances, je ne suis pas un malade du travail, mais expliquer à des jeunes lycéens dont un sur deux vivra jusqu'à 100 ans que le but de la vie c'est de travailler moins, c'est une stratégie étrange en tout cas ce n'est pas celle que je veux porter pour notre pays. Or le décrochage de compétitivité que vous avez subi c'est très exactement daté de cet engagement étrange des 35 heures administratives, imposées à la France au moment où le monde entier faisait tout différemment. Moyennant quoi cela a été triplement négatif, négatif pour les salariés notamment dans les usines qui ont vu leurs salaires baisser, négatif pour les entreprises qui ont vu leur compétitivité baisser et négatif pour le budget de l'Etat parce que l'Etat naturellement a dû compenser cette charge qu'il vous mettait sur les épaules. Et si vous rajoutez à cela le fait que nous sommes passés d'une retraite à 65 ans pour la ramener à 60 ans au début des années 80 alors que tout le monde savait bien que nous n'avions pas les moyens. Si on explique aux gens qu'ils travailleront moins longtemps dans leur vie et moins longtemps dans leur semaine mais qu'en même temps ils vont vivre plus longtemps, comment voulez-vous que cela fonctionne. Il n'y a quand même pas besoin d'être marqué au sceau d'une grande idéologie pour comprendre que cela ne pouvait pas fonctionner. Et d'ailleurs cela n'a pas fonctionné, puisque sur les dix mêmes années la France a perdu 1/2 million d'emplois dans les industries. Voilà le résultat.

J'ai voulu que l'on tourne le dos à cette politique, depuis 2007, les 35 heures n'existent plus que comme seuil de déclenchement des heures supplémentaires. Les heures supplémentaires sont décontingentées, défiscalisées pour l'entreprise comme pour le salarié et en période de crise vous avez distribué 750 000 000 d'heures supplémentaires qui ont bénéficié à 5 300 000 salariés, qui ne paient pas d'impôt dessus. Tout le monde me parle du pouvoir d'achat, je le comprends mais je ne connais pas d'autre moyen pour améliorer le pouvoir d'achat que de proposer aux salariés sur la base du volontariat qu'ils travaillent davantage. On ne peut quand même pas continuer à dire aux gens qu'ils gagneront plus d'argent en travaillant moins et que leur retraite sera financée en cotisant moins longtemps.

Il me semble qu'il faut aller encore plus loin. Que la compétitivité doit nous permettre de produire

plus, d'embaucher plus, de distribuer davantage de salaires et qu'il faut pour cela une politique globale. Je n'ai d'ailleurs jamais cru qu'il y avait d'un côté l'idée d'un prélèvement sur les ménages et de l'autre les prélèvements sur les entreprises qu'on pourrait augmenter indéfiniment. C'est le même contribuable, parce que les ménages travaillent dans les entreprises et si on asphyxie les entreprises on ne va pas améliorer la situation des ménages.

Nous avons décidé de supprimer la taxe professionnelle, ce fût une bagarre intense. J'ai expliqué au congrès des maires devant 6 000 maires « enthousiastes » que nous avons fait le choix de supprimer la taxe professionnelle pour une raison simple, c'est qu'une entreprise ça se délocalise, une collectivité locale ça ne se délocalise pas. Pensez que la taxe professionnelle, nous étions le dernier pays d'Europe à la connaître, pesait 250 par voitures fabriquées en France. Ce qui fait que grâce à la taxe professionnelle nous étions devenus malgré Renault et PSA un pays importateurs de véhicules au lieu d'être un pays constructeur de véhicules. Est-ce que l'on pouvait continuer comme cela. C'est 10 Mds d'euros la première année de prélèvements que nous avons retiré aux entreprises et 6 Mds en année pleine.

Je sais aussi à quel point la complexité administrative est une entrave à l'esprit d'entreprise. Je veux saluer l'action d'Hervé NOVELLI qui a créé le statut de l'auto-entrepreneur, qui a été un succès considérable. Nous allons maintenant nous attacher à la simplification des formalités liées à l'embauche et nous avons fixé un objectif divisé par quatre le nombre d'informations demandées aux employeurs dans le cadre des déclarations d'embauches. C'est déjà complexe pour vous de faire le choix de l'embauche, c'est un pari sur l'avenir, mais je ne peux pas accepter un système qui fait que tout est fait pour vous décourager. La complexité, elle est partout, aller inscrire sa vieille mère ou son vieux père dans une maison médicalisée, il faut être sorti dans la botte de polytechnique et encore récemment. Il faut voir les dossiers que l'on demande. Il faut absolument que l'on mette un terme à tout ceci.

Un mot sur le coût du travail, vous savez nous avons dû prendre une décision difficile depuis 2007. Le gouvernement a refusé de donner des coups de pouce au SMIC, pas un seul depuis 2007, c'est la première fois. Pourquoi ? Parce que les coups de pouce au SMIC écrasent la hiérarchie des salaires et la négociation salariale n'avait plus aucune marge de manœuvre. Depuis 2007, le nombre de salariés au SMIC pour la première fois a diminué. Il est passé de 13,6% à 10,6%. Cela n'a l'air de rien vous savez, pas de coup de pouce au SMIC mais avec le service minimum les jours de grèves, la réforme des ports après des mois et des mois de discussions intenses, la réforme des retraites, l'autonomie des universités. C'est un certain nombre de tabous où l'on expliquait que c'était impossible de faire avancer la France et de la réformer. Nous l'avons fait, sans violence et sans blocage. On se demande pourquoi on a attendu si longtemps et les Français sont raisonnables mais pour cela il faut simplement que le gouvernement croit suffisamment en ses convictions pour ne pas donner l'impression à ses partenaires que ne croyant pas en ses convictions il est prêt à lâcher avant même que ceux qui ne partagent pas ses convictions aient manifesté leur mécontentement ou leurs désaccords ce qui est tout à fait normal en démocratie. Qu'est-ce que j'ai entendu sur la réforme des retraites. Il y a trois mois il suffisait d'ouvrir votre journal. Il était décrit une France au bord de la révolution. neuf manifestations nationales. Je n'ai pas voulu céder parce que je considérais que c'était l'intérêt général de la Nation de faire cette réforme et c'est mon devoir l'intérêt général. Avez-vous vu depuis trois mois un seul article dans la presse sur la réforme des retraites. C'est passé et les mêmes qui décrivaient la révolution en marche ont oublié qui parlaient de la révolution il y a trois mois. Je comprends que cela a été douloureux, je comprends la mauvaise humeur mais qu'est-ce que l'on attendu du Président de la République ? Pour moi, c'est quelqu'un qui doit prendre les décisions, les décisions qui s'imposent parce que si on ne prend pas les décisions le moment venu, il faudra bien que quelqu'un les prenne plus tard et ce sera encore plus douloureux. J'ai préféré la mauvaise humeur des Français plutôt que leur colère le jour où on leur a expliqué qu'après une vie de travail les retraites n'étaient plus financées.

Or, d'ores et déjà, il y avait 1 million et demi de retraités dont on payait les retraites par l'emprunt à la banque. Ce n'est pas la conception que j'aie de ce que doit être la France. Il faut prendre les décisions. comme vous vous les prenez.

prendre les décisions, comme vous vous les prenez.

Comme vous le savez, j'ai demandé au gouvernement que cette année soit une année utile. Nous avons engagé la réforme de la fiscalité du patrimoine. Je reçois beaucoup de conseils notamment pour ne rien faire. C'est difficile, mettez donc cette réforme de côté. Eh bien oui, c'est exactement ce que l'on m'a dit au moment de l'autonomie des universités, c'est exactement ce que l'on m'a dit au moment des retraites, c'est exactement ce que l'on m'a dit au moment du service minimum et c'est exactement ce que l'on m'a dit à chaque fois que nous avons voulu faire quelque chose d'utile et d'important. Je ne le mettrais pas de côté. J'ai observé que ces dernières années, en Espagne on avait supprimé l'impôt sur la fortune. J'ai observé que sur les 20 dernières années, en Allemagne, on avait supprimé l'impôt sur la fortune. Je n'ai pas observé que cela avait donné lieu à un combat titanesque dans ces pays qui sont nos amis nos partenaires et nos concurrents. Eh bien la France va réformer tranquillement ces modes d'imposition du patrimoine.

Nous rendrons les arbitrages dans les quelques jours, quelques semaines mais je puis vous indiquer qu'il s'agira d'une véritable réforme et c'est extravagant que parfois les meilleurs esprits avec les meilleures intentions pour moi me proposent : « Allez, un peu de poussière sous le tapis cela ne fait pas de mal, ce sera les autres plus tard, toujours plus tard ». Avez-vous remarqué ce n'est jamais le bon moment, c'est jamais la bonne réforme et c'est jamais la bonne méthode. C'est toujours le bon moment pour faire un débat suivi d'aucune conclusion pour reporter un débat que l'on n'a pas pu terminer et pour différer une décision que l'on n'a aucune envie de prendre. Ainsi va la France accumulant les handicaps et vous vous trouvez face à des concurrents qui sont dans les pays où l'on fait tout pour leur faciliter la tâche. Donc nous conduirons naturellement cette réforme comme nous conduirons la réforme de la dépendance. Tout le monde sait, tout le monde le sait qu'il va falloir prendre des décisions pour qu'on ne laisse pas des personnes âgées vivre et mourir dans l'absence de dignité de la personne et ces décisions nous les prendrons.

J'ajoute que dans les réformes que nous avons engagées, je veux dire ma satisfaction de voir la façon dont fonctionne le crédit impôt recherche dont nous avons triplé le montant, 8 000 PME indépendantes en bénéficient. Cela a été un fameux débat au Parlement. Je le dis devant mes amis parlementaires. Je voudrais vous conter une anecdote qui est tellement révélatrice : Quand je suis devenu Président de la République j'ai bien vite vu que l'un des problèmes de la France c'est que nous n'innovions pas assez et nous n'investissions pas assez. J'ai donc essayé de trouver avec la ministre un système qui vous permette d'innover davantage et d'investir davantage et ce fut le triplement du crédit impôt recherche. Au bout de 6 mois, certaines directions d'un certain ministère sont venues me voir en me disant : c'est une catastrophe, le dispositif que vous avez inventé doit être interrompu. J'ai dit : Pourquoi ? Parce qu'il coûte trop cher. Donc parce qu'il marche ? Exactement.

On a l'impression que dans certaines administrations on aime les dispositifs fiscaux qu'à la condition qu'ils ne marchent point. Si le crédit impôt recherche n'avait pas fonctionné, bref si on l'avait laissé le complexifier pour que vous ayez l'idée du crédit impôt recherche, le goût du crédit impôt recherche mais pas le crédit impôt recherche alors de ce côté-là, le crédit impôt recherche pouvait vivre tranquillement pour les 25 années qui viennent. Parce qu'entre l'idée du gouvernement parfois, le tamis du Parlement avec une bonne dose de complexité puis les circulaires d'application des administrations, parfois on se retrouve avec un bébé dont on ne reconnaît ni le physique, ni le nom, ni l'identité. Sur le crédit impôt recherche, je suis vraiment décidé à ne pas laisser casser un dispositif qui nous est envié dans le monde entier. Je voudrais dire que pas simplement pour les PME, je veux que l'on se comprenne là aussi, il y avait une idée bizarre, au Parlement, j'ai oublié celui qui portait cette idée bizarre, il y a des moments où il vaut mieux avoir un peu d'amnésie qui indiquait qu'il fallait réserver le crédit impôt recherche au PME. Si une grande entreprise veut investir un centre de recherches en France, je ne vois vraiment pas pourquoi je devrais l'en dissuader. Je préfère qu'ils investissent en France plutôt qu'aux Etats-Unis ou ailleurs et si les grandes entreprises créent des centres de recherche en France, c'est bon pour le tissu de PME autour ces grandes entreprises.

Ensuite, on avait une autre idée, il fallait en réduire l'assiette. C'était devenu tellement compliqué, pour les cabinets d'experts comptables cela pouvait fonctionner, cher René RICOL mais pour une PME plus personne ne pouvait s'en servir. Il faut que l'on s'habitue à des systèmes simples, puissants qui débloquent une situation et que nous assumons.

Il me semble qu'il en va de même pour la formation. Il faut absolument développer l'alternance. Ecoutez, un jeune qui est formé par l'alternance dans l'entreprise a 70 % de chance de trouver un emploi. Un jeune qui est formé en formation théorique a 35 % de chance de trouver un emploi.

Est-ce que je dois regarder la situation comme ça et n'en tirer aucune conclusion ? J'ajoute que les 2/3 des jeunes Allemands sont formés en alternance, 1/3 des jeunes français sont formés en alternance. Il est là le problème de la France. Il faut donc ouvrir les portes de vos entreprises à l'alternance, passer à la vitesse supérieure et inciter les PME à embaucher des apprentis, au travers d'une exonération de charges sociales. Je crois qu'il est absolument essentiel que l'on comprenne cela.

Nous avons apporté à Oséo 2,5 Mds de moyens supplémentaires dans le cadre du programme d'investissement d'avenir, 2,5 Mds + 400 M pour renforcer les fonds propres d'Oséo et les premiers résultats sont au rendez-vous.

Oséo en 2010 a soutenu 80 000 entreprises, 29 Mds de financements, soit 16% de plus qu'en 2009. Moi, j'aimerais bien que l'on n'ait pas besoin d'Oséo mais compte tenu de ce qu'est le réseau bancaire français, je ne regrette pas d'avoir à l'époque créé Oséo. Je suis désolé. Je veux que les choses soient claires, je n'ai rien contre les banques d'ailleurs dans ma situation, il ne faut avoir rien contre personne mais quand nous avons créé Oséo, c'est parce que l'on a bien vu qu'il y avait un fantastique problème de financement. Que les réseaux bancaires traditionnels développent leur financement et à ce moment-là, on peut reparler d'Oséo mais moi je ne me contenterais pas de discours. Avec Oséo, nous avons un moyen puissant pour soutenir les PME. Les contrats de développement participatifs sont destinés à répondre à vos besoins de fonds propres tout en conservant la maîtrise de vos entreprises. 1000 dossiers ont déjà été approuvés. Cet instrument nous le maintiendrons et Oséo, je vous l'annonce pourra mobiliser une enveloppe supplémentaire de 1 Md de prêts participatifs en plus. Là encore, on a hésité parce que qu'est-ce que l'on essaie de faire, ce n'est pas de l'idéologie encore une fois. Vous savez, je ne suis pas obligé de lire Adam Smith tous les matins ou Ricardo, tout cela c'était bon pour le XXème siècle. Aujourd'hui, c'est beaucoup plus compliqué, il faut réinventer des pratiques économiques parce que tout a changé et nous avons vu avec Christine Lagarde, que très rapidement le problème des prêts pour vous, c'était une des questions mais qu'il y avait aussi le problème des fonds propres ou des quasi fonds propres. En même temps, nous avons vu que vous vouliez des fonds propres et des quasi fonds propres mais que vous entendiez rester patron chez vous.

Avec les contrats de développements participatifs, on répond à vos besoins de quasi fonds propres sans changer ce qui fait la force de vos équipes, c'est-à-dire un leader, un projet, une équipe. Je parlais pour vous, je ne parlais pas pour un autre cadre, c'est vraiment vous, je veux dire l'excellence Oséo. Un leader, une idée, un projet, une équipe et que certains d'entre vous renonçaient à s'ouvrir à d'autres fonds dans la crainte parfois justifiée de ne plus pouvoir être en situation de leadership de son propre projet. Moi, je pense que ces contrats de développements participatifs, cela marche, il y en a plus de 1 000. On a décidé de rajouter de l'argent.

Par ailleurs, nous avons demandé au FSI (le fonds souverain à la française) de soutenir davantage les fonds propres des PME.

Nous avons créé de nouveaux instruments d'intervention, les obligations convertibles. Le fonds de consolidation et de développement des entreprises, le FSI va consacrer 400 millions d'euros pour prendre des participations. Là encore, quand nous avons créé le fonds souverain à la française, que n'ai-je entendu : j'avais oublié mes fondamentaux, je voulais socialiser, - vous vous rendez-compte, moi, c'était vraiment cruel, franchement j'accepte le procès mais ce n'était pas dans mon idée, je vous le dis franchement -- mais quel a été notre raisonnement. Quand la bourse s'est écroulée, nous nous sommes dit : des capitaux étrangers vont ramasser les fleurons

industriels et entrepreneuriaux français à vil prix et on va se réveiller, sortis de la crise, parce qu'on sort toujours de la crise, avec nos plus belles entreprises qui seront parties.

C'est pourquoi nous avons créé le FSI, 20 Mds pour prendre des participations, aider des grands groupes à se défendre. Il n'est pas interdit à la France de faire en 2010, à l'époque, ce que d'autres pays avaient fait 20 ou 30 ans avant. De la même façon, quand nous avons fait le grand emprunt, un certain nombre de gens qui ont dit : « mais il est devenu fou, le pays est endetté, il emprunte » Mais ce n'est pas l'emprunt qui est un problème, c'est pour quoi on emprunte. Dans la réalité de la France des 30 ou 40 dernières années c'est qu'on a toujours privilégié les dépenses d'assistanat et de fonctionnement et sacrifié les dépenses d'investissement parce que c'est plus facile de couper dans l'investissement -- raisonnement à courte vue -- et de maintenir des dépenses d'assistanat et des dépenses que l'on ne pouvait plus payer. Et donc, ces 36 Mds sur l'investissement vont nous permettre d'aider à développer la voiture électrique, d'aider à développer le moteur du futur pour l'aviation, d'aider à développer nos universités. On ne pouvait pas regarder nos universités, dès qu'une famille française voulait mettre ses enfants dans une université avec des campus, avec des bibliothèques ouvertes le dimanche -- merci Valérie -- maintenant c'est le cas parce que jusqu'à présent nous nous enorgueillissions d'avoir des bibliothèques fermées le dimanche. Il fallait absolument ...elles étaient aussi aux 35 heures ! Des locaux qui se délabraient, nous avons décidé d'engager un plan massif dans la recherche, dans les universités, dans les investissements d'avenir. Parce que la réponse de la France à la crise, ce n'est pas la rétractation, c'est au contraire la multiplication des projets.

En revanche, c'est vrai, nous n'avons pas les moyens de créer de nouvelles allocations. Nous n'avons pas les moyens de créer de nouvelles dépenses de fonctionnement. C'est vrai, je l'assume, nous avons supprimé 135 000 postes de fonctionnaires, parce que nous n'avons pas les moyens. Mais en revanche, il faut investir pour élargir les possibilités de croissance dans notre pays.

Je sais bien, c'est très difficile parce que les postes qu'on ne renouvelle pas, ça fait mal tout de suite. Et les investissements que l'on finance, cela fera du bien plus tard mais c'est l'idée que je me fais de mon rôle dans la modernisation tellement nécessaire de l'économie française.

Voilà, Mesdames et Messieurs, je voudrais rendre hommage également au travail d'Ubifrance, qui a triplé le nombre d'entreprises qu'elle accompagne à l'international et rendre hommage au travail de Pierre LELLOUCHE.

Je voudrais en terminer en m'excusant d'avoir été trop long, en vous disant ceci : qu'est-ce qui a changé ? Ce qui a changé c'est qu'il y a un siècle, les grandes nations du monde étaient assurées de rester en première division quels que furent leur choix. Aujourd'hui personne n'est assuré de rester en première division. Il faut le mériter, il faut le vouloir, il faut l'organiser. L'idée que je me fais de la France, de notre pays, c'est un pays qui doit montrer le chemin, c'est un pays qui a un génie particulier et qui doit comprendre que pour rester lui-même, il doit profondément se réformer. Que nous ne pouvons pas faire abstraction des efforts que font les autres, que si nous ne faisons pas les efforts nous-mêmes, nous serons décrochés, nous aurons moins d'emplois, nous aurons une moins bonne formation et nous ne serons plus la France. Et si nous voulons d'ailleurs être écoutés dans le monde, faire partager nos idées : la régulation de l'économie de marché, nous devons montrer l'exemple. Pourquoi nous étions moins écoutés ? Parce que les gens disaient : « les Français parlent bien, mais ils ne font pas ce qu'ils demandent, aux autres de faire ». Vous n'avez jamais entendu ça ?

Et ce que nous essayons de faire, c'est de dire aux autres : « voilà, on vous dit simplement, regardez ce que nous faisons ». La France change, la France se modernise, la France est accueillante aux investissements des autres, la France veut vivre, veut se développer, veut donner de l'emploi. La France veut être dans l'excellence, la France ne veut pas être dans la médiocrité. Et pour cela, la France a besoin de vous. Je vous remercie.